

Le discours du Nonce
à l'Élysée
le 1^{er} janvier

Charles Maurras

1927

Édition électronique réalisée par
Maurras.net
et
l'Association des Amis
de la Maison du Chemin de Paradis.

— 2010 —

Certains droits réservés
merci de consulter
www.maurras.net
pour plus de précisions.

À la suite du discours prononcé à l'Élysée par le Nonce, à l'occasion de la réception du Corps diplomatique, le 1^{er} janvier, discours où tout le monde avait vu une manifestation de la politique du Saint-Siège, Charles Maurras écrivait, le 3 janvier¹, l'article suivant :

I Les discours de l'Élysée

Hier soir, il nous a paru convenable de retarder de vingt-quatre heures toute reproduction et tout commentaire du discours de S. E. le Nonce apostolique.

Des paroles comme celles de M^{gr} Maglione² demandaient, en effet, plus qu'attention, réflexion.

Avant même de les faire connaître au peuple français, il nous semblait indispensable d'en étudier à loisir le sens, la force, la portée.

¹ La condamnation de l'A. F. par Rome est du 29 décembre 1926 ; les documents officiels sont datés du 5 janvier. Ils ne seront évoqués dans *L'Action française* que le 9 janvier. Le présent texte est donc postérieur à la condamnation romaine, il répond à des déclarations qui le sont aussi, mais l'ensemble est publié quelques jours avant que l'A. F. et Maurras ne réagissent aux censures romaines elles-mêmes, ou ne les annoncent officiellement dans leurs colonnes. Nous reproduisons ici l'article d'après le recueil *L'Action française et le Vatican*, datant de 1927, dont il forme la dernière partie du chapitre cinquième pour les titres I à IV. Les titres V et VI ne figurent que dans l'article tel que paru dans *L'Action française*. (N. D. É.)

² Luigi Maglione (1889–1944), alors nonce à Paris depuis moins d'un an. Il sera créé cardinal en 1929 et nommé dix ans plus tard Secrétaire d'État par Pie XII. Précisons que le futur Pie XII ne sera lui-même secrétaire d'État de son prédécesseur Pie XI qu'à partir de février 1930 ; il était auparavant depuis 1917 nonce en Bavière, puis pour toute l'Allemagne. M^{gr} Maglione est donc le plus haut responsable ecclésiastique à avoir été *et* l'un des acteurs de la condamnation, même s'il était neuf dans le poste de nonce à Paris, *et*, comme secrétaire d'État, l'un des principaux artisans de la levée en avril 1939 des condamnations contre les ouvrages de Maurras, levée qui, de fait, vaudra annulation des mesures de Pie XI contre l'Action française. (N. D. É.)

Plus nous y pensons, et mieux il nous semble nécessaire de les faire précéder et suivre des réserves et des appréciations convenables.

Ce sont en effet des paroles politiques.

De sa nature, un discours du doyen du corps diplomatique adressé au Président de la République française est un acte politique. Il ne s'agit ni de morale, ni de religion. Là, les peuples, les simples citoyens ont le droit et même le devoir d'élever la voix.

Ou bien il n'y a plus de franc-parler possible et la « juste liberté » reconnue n'est qu'un mot, ou chacun a le droit et le devoir de dire ce qui doit être dit.

Cela est d'autant plus certain que le discours d'hier n'est pas un discours comme les autres. « C'est, dit *Le Temps*, à qui nous ne le faisons pas dire, c'est la première fois, croyons-nous, que le porte-parole du corps diplomatique tout entier souligne avec cette précision dans l'éloge l'attitude adoptée par le gouvernement d'une grande puissance au sujet du plus grave problème qui se pose dans le domaine international. Le fait est d'autant plus remarquable que le nonce apostolique a cru devoir ajouter que, “ pour cette œuvre bienfaisante, la France peut être assurée de l'active et loyale collaboration des autres gouvernements, et en particulier, a-t-il dit, de celui qui n'a jamais cessé d'appeler, avec la tendresse d'un Père et au nom du Prince de la Paix, le désarmement des esprits ”. Il y a donc, dans ces paroles de M^{gr} Maglione, une approbation sans réserves d'aucune sorte du Saint-Siège à la politique de paix et de rapprochement de la France que M. Aristide Briand a inaugurée à Locarno et qu'il a poursuivie à Genève. »

Nous avons affaire, d'après *Le Temps*, à la ratification par le Saint-Siège du programme de Thoiry et de Locarno. *Le Temps* pourrait solliciter les textes. Citons-les.

S. E. M^{gr} Maglione a dit en portant ses vœux :

Daignez les agréer. Ils sont sincères et chaleureux ; ils vous disent avec quelle sympathie et quelle satisfaction nous suivons les efforts accomplis par la France pour la pacification des peuples. Nous sommes certains que votre gouvernement poursuivra cette œuvre, digne des traditions de votre pays, de son âme très noble et de son très grand cœur. La pleine confiance que nous en avons déjà a été encore confirmée par les projets *que votre ministre des Affaires étrangères exposait, il y a un peu plus de trois mois*, aux représentants d'un si grand nombre de nations. Nul ne peut se rappeler sans émotion le discours qu'alors il prononça. Ses paroles, *si éloquents et si profondément senties*, exprimaient l'aspiration des peuples. . .

Etc.

Nous coupons brusquement.

Non pour dénaturer les textes, on les trouvera plus loin au complet ³.

Mais parce que le point où la duperie devient flagrante et nuisible impose des protestations.

Les intentions de M^{gr} Maglione ne sont pas en cause.

Les intentions du Saint-Père ne le sont pas non plus. Les unes et les autres veulent la paix. Elles rencontrent les nôtres absolument. Nul peuple plus que le peuple français, nulle fraction de peuple plus que la fraction nationaliste et royaliste du peuple français n'aspire à la paix. Mais ce peuple, et, en particulier, cette fraction du peuple français, possède assez de renseignements certains, assez de lumières distinctes pour déclarer que la politique temporelle du Saint-Siège est trompée et que le prétendu moyen de paix adopté à Thoiry et à Locarno conduit à la guerre tout droit.

³ Voici le texte de ce discours.

Monsieur le Président,

Le corps diplomatique, dont j'ai l'honneur d'être l'interprète, est heureux d'offrir à Votre Excellence, au nom des gouvernements qu'il représente et en son nom propre, les vœux les meilleurs pour la nouvelle année.

Daignez les agréer. Ils sont sincères et chaleureux ; ils vous disent avec quelle sympathie et quelle satisfaction nous suivons les efforts accomplis par la France pour la pacification des peuples. Nous sommes certains que votre gouvernement poursuivra cette œuvre, digne des traditions de votre pays, de son âme très noble et de son très grand cœur. La pleine confiance que nous en avions déjà a été encore confirmée par les projets que votre ministre des Affaires étrangères exposait, il y a un peu plus de trois mois, aux représentants d'un si grand nombre de nations. Nul ne peut se rappeler sans émotion le discours qu'alors il prononça. Ses paroles, si éloquentes et si profondément senties, exprimaient l'aspiration des peuples vers ce rapprochement et cette fraternité spirituelle qui les mettront en mesure de panser leurs blessures, et qui les achemineront, par une émulation toute pacifique, vers des progrès moraux, économiques et sociaux, toujours plus grands.

Pour cette œuvre bienfaisante, la France peut être assurée de l'active et loyale collaboration de nos gouvernements et en particulier — qu'on me permette de le dire — de celui qui n'a jamais cessé d'appeler, avec la tendresse d'un père et au nom du prince de la paix, le désarmement des esprits.

Dieu veuille, que bientôt, et en toute vérité, on puisse appliquer aussi aux rapports qui existeront entre les membres de la grande famille humaine la parole des Livres Saints joyeusement rappelés ces jours par notre liturgie : « La Justice et la Paix se sont embrassées. »

Monsieur le Président,

Aux vœux que nous venons d'exprimer pour la prospérité de la France, nous joignons de tout cœur les souhaits que nous formons pour votre félicité personnelle. Veuillez les accueillir avec votre habituelle bienveillance.

II L'expérience maîtresse

Non seulement nous le voyons, mais nous l'avons vu. Non seulement cela existe, mais cela a été. Le sentier foulé par M^{gr} Maglione l'a déjà été par Waldeck-Rousseau, par Rouvier, par Loubet, par Fallières, par tous ceux qui ont cru à cet imbécile moyen de paix : le désarmement ; il a abouti à l'agression et à l'invasion.

On peut renier toute prudence, on peut chasser toute science. On peut dire, comme le font quelques pauvres gens, que le monde est né d'hier et n'a rien à apprendre des épreuves et des expériences d'avant-hier. C'est la thèse anarchiste. Elle a été soutenue par Sangnier en 1905. Marc Sangnier soutenait cela (et nous lui en faisons une honte, voir ma *Démocratie religieuse*, p. 106 et suivantes), et la sagesse de Pie X condamnait le principe générateur de cette aberration. Jusqu'à la preuve du contraire, nous douterons que le nonce apostolique ait adhéré à un pareil oubli des principes de l'ordre naturel. Mais il a couru grand train par-dessus toutes les précautions qui l'auraient et qui nous auraient sauvés de sa faute.

Il a commencé par croire à Briand.

Il a commencé par oublier les antécédents moraux de Briand. Je ne parle pas seulement de la carrière de Briand, de ses palinodies honteuses : je parle de ses turpitudes personnelles qui l'ont amené devant le tribunal de Redon, qui l'ont fait condamner à un mois de prison pour outrage public à la pudeur, qui l'ont obligé à un silence perpétuel sur cet épisode initial de sa vie de « vachéador », comme l'appelait le magistrat qui requérait contre lui. En un moment où la politique morale du Saint-Siège s'élève contre l'audace littéraire de Léon Daudet qui ne dépasse point, dans son ordre, ce qui est exposé chaque jour à la vue de tout visiteur des musées du Vatican, il est au moins étrange que la politique politicienne du nonce apostolique paraisse amnistier le turpide passé d'Aristide Briand.

La carrière privée et publique d'Aristide Briand constituait une sorte de mise en garde. Elle n'a cessé d'ajouter la honte à la honte, la trahison à la trahison. Il eût été prudent de se souvenir de ces infamies. On ne s'en est pas souvenu. On a passé outre. S. E. M^{gr} Cerretti⁴ avait fait confiance. S. E. M^{gr} Maglione continue. Toute la France honnête doutera qu'une telle foi puisse ni accroître, ni même laisser sans accroc et sans souillures un prestige qui est cher à toutes les âmes civilisées.

⁴ Bonaventura Cerretti (1872–1933), prédécesseur de Maglione en France, il avait aussi représenté Benoît XV à la Conférence de Paris en 1919. (N. D. É.)

III Approbation de l'ennemi

En passant outre, qu'a-t-on fait ? Indépendamment des personnes, indépendamment de Briand, on a donné une consécration morale qu'il est permis d'appeler considérable à ce qu'il y a de plus discuté, de plus discutable et de plus dangereux dans la politique suivie par le gouvernement du Cartel : le gouvernement d'Herriot, le gouvernement de Painlevé, le gouvernement de Briand. On a « canonisé » leur politique franco-allemande.

On l'a, littéralement, érigée en règle de conduite.

Dans quelle mesure, jusqu'à quel point !

Cela était sensible à la réponse de M. Doumergue⁵.

Le président de la République, protestant de naissance, s'est taillé un succès auprès de la France honnête et patriote, en élevant quelques réserves très prudentes, mais amplifiées par sa presse, sur l'optimisme de l'ambassadeur pontifical.

Procurer un succès, un succès personnel au représentant du parti le plus anti-religieux et, disons-le, le plus anti-français qui soit en France, c'est de la diplomatie, ou l'on ne s'y connaît pas !

Les adversaires conjugués et confédérés de la religion et de la patrie ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. Le socialiste révolutionnaire Frossard⁶ a écrit tout de suite dans *Le Soir* d'hier :

Si invraisemblable que cela paraisse, si paradoxal que cela soit, nous sommes à cet égard en plein accord avec M^{gr} Maglione.

Et nous le déclarons sans le moindre embarras.

Il s'agit de la paix, qui est le plus précieux des biens.

Pour l'assurer, nous ne répudions aucun concours, nous ne reculons devant aucune alliance.

Mais les catholiques ?

Mais M. de Castelnau et ses amis ? Mais la presse bien pensante ?

Mais les beaux messieurs du Bloc national ?

⁵ Alors président de la République, il répondit au nonce durant la même cérémonie, pour le remercier de ses vœux. Poincaré, dont Maurras va parler plus loin, était président du Conseil. Briand occupait les Affaires étrangères où il menait une politique pacifiste qui lui permettait d'y rester quasi-inamovible en accusant quiconque voulait l'écarter d'être partisan de la guerre. (N. D. É.)

⁶ Louis-Oscar Frossard (1889–1946), il avait été membre fondateur du P. C. F. en 1921 mais en démissionna en 1923, refusant la bolchévisation du parti et la « 22^e condition de Moscou » — l'interdiction de la double appartenance au Parti communiste et à la franc-maçonnerie. Il rejoint alors la S. F. I. O. et jouera un rôle durant les gouvernements du Front populaire. C'était le père de l'écrivain et académicien André Frossard, connu pour sa conversion au catholicisme (1935), dont il fit le récit intitulé *Dieu existe, je l'ai rencontré*. (N. D. É.)

M. Aristide Briand n'a pas d'adversaires plus acharnés qu'eux.
Ils ont fait la Ruhr. Ils condamnent Locarno.
Quelle attitude vont-ils adopter après le discours de M^{gr} Maglione ?

Notre opinion n'est pas douteuse. M. Frossard n'en parle pas. Mais il se tourne vers les autres parties de l'opinion patriote française. Il demande son avis au général de Castelnau⁷.

IV Appel à la France

Nous n'avons pas envie de mettre un soldat, cruellement frappé dans ses affections pendant la guerre, dans un cas de conscience très douloureux.

Mais de tels discours, de tels actes nous font un devoir de prévenir le peuple français, spécialement le clergé français, plus spécialement encore l'épiscopat français qui jadis et naguère fut *defensor civitatis*⁸. Ce que l'on fait est clair. On travaille à dissocier ce qui était jusqu'ici considéré comme indissociable : le catholicisme des Français et le patriotisme français. Les catholiques savent ce que cela veut dire. Joseph de Maistre dirait de l'entreprise ce qu'il disait de la révolution. Elle est « satanique ». Il ne m'appartient pas de parler comme Joseph de Maistre. Mais j'ai le devoir de dire et de redire que nous ne laisserons pas mener de nouveau la jeunesse française à la boucherie.

Le rêve de la paix, tel que Briand l'a dessiné, comporte à l'intérieur un tel relâchement, un tel affaiblissement, une telle démission de l'esprit militaire, l'esprit militaire qui, *en France, est le véritable esprit de paix*, que les malheureux ou les misérables qui le suivraient seraient, en peu d'années, peut-être en peu de mois, voués au spectacle d'une hécatombe nouvelle.

Il n'est pas possible de donner la voie libre à un tel esprit.

Nous l'avons combattu. Nous le combattons plus énergiquement que jamais.

⁷ Édouard de Castelnau (1851–1944), l'un des principaux soutiens et animateurs des divers partis politiques catholiques en France dans l'entre-deux-guerres, tentatives plus ou moins directement inspirées par le Vatican. Il eut trois fils tués durant la Grande Guerre, d'où la remarque de Maurras qui va suivre. (N. D. É.)

⁸ « Défenseur de la cité », ancienne charge créée par l'empereur Valentinien en 364. Avec l'affaiblissement de l'Empire, les évêques prétendirent généralement, pour justifier leur pouvoir temporel, que la charge leur était échue. Le curieux « jadis et naguère » employé sans raison apparente par Maurras dans cette phrase est sans doute, dès lors, une référence au recueil du même nom de Verlaine, recueil de la déchéance du poète, dont le titre cité de manière faussement innocente et compréhensible seulement par les lecteurs les plus cultivés, voudrait signifier ici la déchéance des évêques de la fonction antique que leurs prédécesseurs avaient revêtue. (N. D. É.)

V Appel au genre humain

Nous le combattons comme Français.

Et nous le combattons aussi comme hommes.

Comme hommes réfléchis, raisonnables ou simplement comme animaux doués de mémoire et à qui la mémoire apprend que la route suivie par l'infâme Briand et par S. E. M^{gr} Maglione ramène tout droit à la guerre d'enfer, celle dont nous avons essayé de sauver la France de 1899 à 1914.

Nous prévoyions alors que notre effort resterait vain.

Nous connaissions l'Allemagne.

Nous la voyions venir.

Nous appelions la belle jeunesse d'alors une génération sacrifiée.

L'événement n'a pas déçu nos prévisions funèbres. Il faut faire aujourd'hui que l'événement soit heureux.

Répandre dans ce pays un état d'esprit briandiste, une foi aux espoirs mensongers de Thoiry et de Locarno, ainsi dissuader la France des devoirs de défense en une heure où l'Allemagne tout entière, de sa droite à sa gauche, se lève, s'arme, nous menace et où tout établit les véritables intentions de cet agresseur et envahisseur-né, appuyer de la plus haute autorité religieuse et morale la politique la plus homicide et la plus déprédatrice que le monde ait connue, dire amen au système destiné à couvrir la terre maternelle d'une nouvelle multitude de veuves, cela peut être le programme d'une « fédération » dite « catholique » ; il y a des devoirs non seulement nationaux, mais catholiques, je veux dire universels, qui s'imposent à tout homme pensant, ce sont ces devoirs-là qui seront obéis. Une erreur politique, une erreur allemande, même commise très haut, le plus haut possible sans doute, reste une erreur allemande et une erreur politique.

Nous ne commettrons ni l'une ni l'autre.

Et c'est précisément parce que nous ne renoncerions pas à notre nationalité que nous ne renierons pas notre humanité. Devant le triomphe obscène que va mener du Rhin à la Vistule la propagande allemande, il sera dit qu'une voix de plus en plus ouïe et de plus en plus approuvée, suivie et applaudie, monte de la terre de France contre le complot qui menace de toute part la Paix, contre l'effroyable conspiration tramée en Allemagne au détriment du genre humain.

L'Action française ralliera les patriotes conscients.

L'Action française organisera les patriotes vigilants.

Le complot allemand ne passera pas.

VI Laïcisme !

On lit *Aux Écoutes*⁹ :

L'ANGOISSE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL.

M. Poincaré déclare volontiers que la politique de M. Briand est « immonde » et mènera la France à l'abîme.

Il est averti des préparatifs de guerre de l'Allemagne et il laisse Briand continuer de chloroformer la France.

Les Français, qui viennent de Rhénanie et l'informent du formidable péril que constitue la reconstitution de l'armée allemande sont écoutés par lui avec une attention extrême. Mais aucune décision n'intervient.

Il est attristé de voir la victoire de la France sabotée par Briand, disent ses interlocuteurs, il a peine à cacher son angoisse, mais il n'agit pas.

Quelles sont les raisons de l'inaction du président du Conseil ?

Nous en voyons deux. C'est d'abord la crainte que lui inspire la bassesse même de Briand, qu'il sait capable d'employer contre lui tous les moyens, même les plus vils : « Poincaré la guerre » etc. Et c'est ensuite le motif honorable de préserver le franc de toute atteinte.

Le président craint que la dislocation de son cabinet ne soit le signal d'une débâcle du franc.

Cela n'est pas certain, puisque le président de la République ne chargerait personne autre que lui de former un cabinet. À Poincaré succéderait Poincaré.

Mais le président du Conseil ne veut pas s'appuyer sur les forces nationales. Il ne veut surtout pas s'appuyer sur ceux qui sont nationaux plus que laïques.

C'est un malentendu dont la France risque de faire les frais, dont la France, hélas ! a déjà fait les frais.

Nous n'avons pas coutume d'applaudir ni d'approuver *Aux Écoutes*. Mais ce journal dit la vérité aujourd'hui. M. Poincaré n'a pas voulu s'appuyer sur les forces nationales. Il a voulu être laïque à tout prix. Ce laïcisme l'a conduit à subir, après Locarno, après Thoiry, le discours de l'Élysée avant-hier. Le voilà plus « romain » que nous, plus clérical que nous. Après la terreur où

⁹ Hebdomadaire fondé en 1918 par Paul Lévy, ancien de *L'Aurore*. Très anti-allemand durant toute l'entre-deux-guerres, il réclama même une guerre préventive contre l'Allemagne. Il fut décliné en journal financier (*Aux Écoutes de la finance*) et en quotidien sous le titre *Aujourd'hui*, lancé par Paul Lévy avec Alexandre Stavisky en 1933, titre qui disparut avec l'affaire Stavisky. L'hebdomadaire, après une interruption pendant la guerre, reparut jusqu'en 1969. (N. D. É.)

le jeta en janvier 1923 l'assassinat germano-policier de Marius Plateau¹⁰, le voilà conduit à subir le pseudo-pacifisme d'Aristide Briand.

À lui aussi, nos compliments.

¹⁰ Lannes, beau-frère de Poincaré, fut un personnage important de l'enquête, et Poincaré fut à ce titre éclaboussé par les éléments troubles de l'affaire, qui se solda par le procès où Germaine Berton fut acquittée bien que responsable avouée et revendiquée du meurtre de Plateau, l'un des dirigeants de l'Action française. (N. D. É.)

Table des matières

I	Les discours de l'Élysée	3
II	L'expérience maîtresse	6
III	Approbation de l'ennemi	7
IV	Appel à la France	8
V	Appel au genre humain	9
VI	Laïcisme !	10